

GRAND EST AUDIT
SOCIETE DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

37a, rue des Merles
67750 SCHERWILLER

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

LE BUREAU DES IMAGES

1 Route de Marckolsheim
67600 SELESTAT

GRAND EST AUDIT
SOCIETE DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES

37a, rue des Merles
67750 SCHERWILLER

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A Mesdames, Messieurs, Membres de l'association LE BUREAU DES IMAGES,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE BUREAU DES IMAGES relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe des comptes annuels et notamment le paragraphe 3.1 intitulé « Conditions résolutives des subventions d'exploitation ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- l'examen des estimations comptables significatives, et notamment, la vérification du cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation,
- les options retenues dans le choix des méthodes comptables,
- l'analyse du budget,
- la présentation d'ensemble des comptes,

N'appellent pas de notre part de commentaires particuliers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

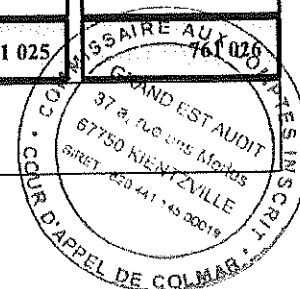
A Sélestat, le 04 juin 2024.



Philippe DOUCY
Commissaire aux comptes

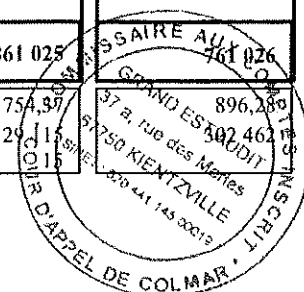
Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	98 767	16 346	82 421	23 011
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	27 766	6 183	21 583	7 764
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	126 533	22 529	104 004	30 775
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				3 000
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	279 274		279 274	541 735
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	467 065		467 065	184 000
	Charges constatées d'avance	10 682		10 682	1 516
	TOTAL (II)	757 021		757 021	730 252
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		883 554	22 529	861 025	761 026
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					



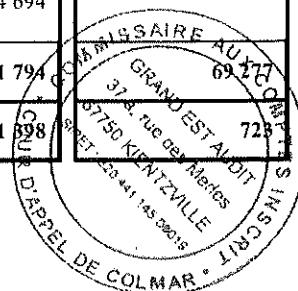
Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	339 463	319 463
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	896	
	Excédent ou déficit de l'exercice	113 754	896
	Total des fonds propres (situation nette)	454 114	320 359
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	247 181	107 590
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	247 181	107 590
	Total des fonds propres	701 295	427 950
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	7 000	7 000
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	7 000	7 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	23 615	23 615
	Total des provisions	23 615	23 615
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	15	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 586	101 738
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	76 517	37 724
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 998	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		163 000
	Total des dettes	129 115	302 462
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		861 025	861 026
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		113 754,37	896,289
(1) Dont à moins d'un an		129 115	302 462
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



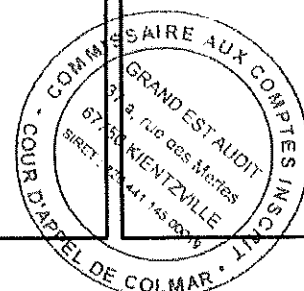
Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	2 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		3 000
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	963 053	67 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	134	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	5	
	Total des produits d'exploitation	963 192	70 000
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	338 315	69 104
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	26 678	
	Salaires et traitements	326 622	
	Charges sociales	133 128	
	Dotation aux amortissements et dépréciations	22 356	173
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	24 694	
	Total des charges d'exploitation	871 794	69 177
RESULTAT D'EXPLOITATION		91 398	723



Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		91 398	723
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT avant impôts		91 398	723
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22 356	173
	Total des produits exceptionnels	22 356	173
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		22 356	173
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		985 548	70 173
TOTAL DES CHARGES		871 794	69 277
EXCEDENT ou DEFICIT		113 754	896
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			



Etats financiers au 31/12/2023

Annexes



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **861 025 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 985 548 euros** et un total **charges de 871 794 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 113 754 euros**.

L'exercice considéré débute le **14/11/2022** et finit le **31/12/2023**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes annuels.

1. PRESENTATION GENERALE DU BUREAU DES IMAGES

1.1 Activité

L'association le Bureau des Images est une association de droit local, régie par les articles 21 à 79 IV du Code Civil local maintenu en vigueur dans les Départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle par la loi d'introduction de la législation civile française du 1^{er} juin 192.

Son siège social est situé au 1 route de Marckolsheim à Sélestat (67600) – Espace Gilbert Estève.

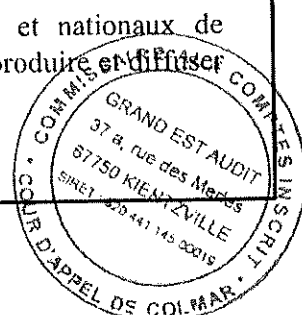
Son budget sera évalué à partir des éléments liés à l'apport partiel d'actif de l'Agence culturelle Grand Est, d'éléments de Grand E-Nov+, de Noozy et sur la base d'éléments prévisionnels 2023 (*Annexe 3*).

De par ses actions et son objet, l'association le Bureau des images déploie son activité à l'adresse de son siège et sur l'ensemble du territoire régional, national, transfrontalier et international. Elle poursuivra l'action menée par l'Agence culturelle Grand Est dans le cadre du dispositif d'aménagement culturel du territoire lié aux missions du pôle Cinéma et Image Animée et mettra en oeuvre la plate forme NOOZY.

1.2 Présentation du projet

Elle intervient dans les secteurs du documentaire, de la fiction, du jeu vidéo, des expériences immersives et plus globalement de l'image narrative.

La structure image a pour but d'accompagner les professionnels régionaux et nationaux de l'audiovisuel et du cinéma, de développer l'écosystème régional, de produire, coproduire en diffusant des œuvres via une plateforme numérique de vidéo à la demande.



Règles et Méthodes Comptables

Elle inscrit son action en appui de la politique culturelle cinéma et audiovisuel de la Région Grand Est et des collectivités territoriales en Grand Est, tout en recherchant à développer des synergies avec les autres politiques, notamment en matière de développement local, économique et social sur le territoire régional.

Elle a vocation à accompagner les professionnels visés par son objet dans toutes les étapes de la création cinématographique et audiovisuelle : l'écriture, le développement, la production, le tournage, la postproduction.

Elle accompagne le développement, l'innovation et la diversification de l'activité des sociétés régionales de l'image et favorise l'implantation de nouvelles sociétés sur le territoire.

Elle a vocation à piloter ou copiloter des projets innovants ou structurants pour la filière images en Grand Est. Ces actions s'effectuent en lien avec la Région Grand Est et l'écosystème régional dans le but de créer des dynamiques collectives et renforcer la compétitivité des acteurs de la filière.

De même, elle favorise et accompagne les projets de collaboration innovants entre acteurs publics et privés du Grand Est entrant dans le cadre de son objet social.

Elle peut opérer dans le champ de la formation en cinéma et audiovisuel, soit directement au titre de la formation professionnelle continue, soit par une ingénierie en appui des organismes de formation initiale.

Elle peut mettre en œuvre toutes actions concourant à la réalisation de ses objectifs notamment : mise en place et organisation des résidences, rencontres professionnelles, festivals, conférences, colloques, stages, délégations en festivals et marchés, appels à projet.

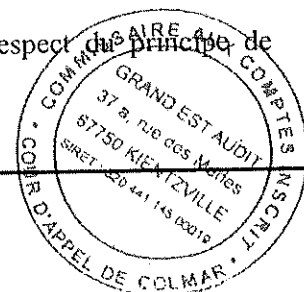
En tant qu'instance de concertation et de réflexion, elle a vocation à favoriser le dialogue constructif entre les acteurs du cinéma et de l'image animée aussi bien à l'intérieur de la région Grand Est qu'entre celle-ci et les autres régions françaises et étrangères.

Elle peut également coproduire des œuvres audiovisuelles d'intérêt régional.

Elle peut agir dans un cadre contractuel de partenariat culturel ou financier et élabore des conventions précisant les modalités d'intervention avec ses partenaires dans les secteurs relevant de ses compétences.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :



Règles et Méthodes Comptables

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières du règlement n°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, l'association a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, la société n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.
- La société ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

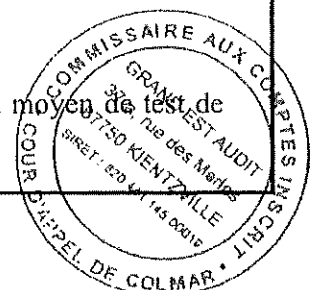
S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte durée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat et les frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Droits de diffusion 1 an - 1 ans et demi,
- Logiciels 3 ans
- Installations techniques, matériel & outillage industriels 1-5 ans
- Installations générales, agencements 5-10 ans
- Matériel de transport 1-5 ans
- Mobilier de bureau & informatique, mobilier 3-5 ans

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de tests de



Règles et Méthodes Comptables

dépréciation effectuée dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Subventions

Les subventions d'investissements qui financent des immobilisations, font l'objet d'une reprise au même rythme que l'amortissement des biens financés, cette reprise étant constatée dans les produits exceptionnels.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

3. INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

3.1 Conditions résolutives des subventions d'exploitation

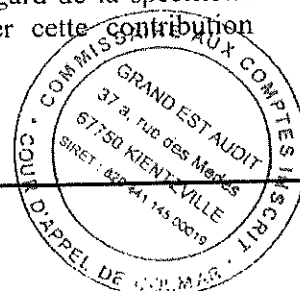
Un certain nombre d'actions prévues au budget 2023 n'ont pas pu être réalisées or les subventions ont été octroyées sur la base de ce budget. A lecture des conventions des financeurs, il existe un risque de reversement d'une partie des subventions.

A la date d'arrêté des comptes, nous ne sommes pas en capacité de mesurer la probabilité de non respect des conditions résolutives. A ce titre aucune provision n'a été constituée.

3.2. Autres informations significatives

3. 2.1. La mise à disposition dans le cadre de baux d'occupation précaire par le Conseil Régional des locaux et matériels d'équipement de ces locaux n'a pas fait, en l'absence de loyer ou de redevance, l'objet d'une valorisation intégrée dans le compte de résultat au regard de la spécificité des locaux et de l'absence d'éléments comparatifs permettant de valoriser cette contribution volontaire.

3. 2.1. La mise à disposition dans le cadre de baux d'occupation précaire par le Conseil Régional des locaux et matériels d'équipement de ces locaux n'a pas fait, en l'absence de loyer ou de redevance, l'objet d'une valorisation intégrée dans le compte de résultat au regard de la spécificité des locaux et de l'absence d'éléments comparatifs permettant de valoriser cette contribution volontaire.



Règles et Méthodes Comptables

3.2.2. L'agence assure l'entretien et le maintient en l'état des locaux situés à Selestat ainsi que la prise en charge des frais liés aux fluides, l'énergie, la fibre et le téléphone. En 2022 et au regard du début de l'activité de l'Association, il n'y a pas eu de prise en charge d'une quote part de frais liés à l'exploitation du bâtiment.

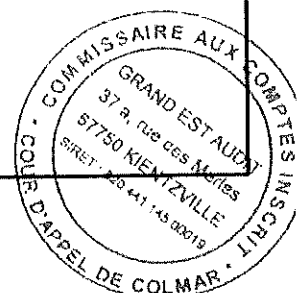
3.2 Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont été comptabilisés en provision pour indemnités de fin de carrière. Cette provision fait l'objet d'une actualisation tous les deux ans.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 67 ans en tenant compte des paramètres suivants :

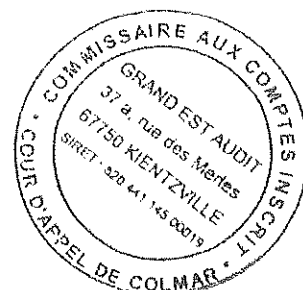
- propres à chacun des salariés de l'association (âge à la date de clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- taux d'actualisation 0.98%
- taux de charges sociales et fiscales 50%,

Le montant de la provision pour indemnité de fin de carrière s'élève à 23 615 € au 31/12/2023. Elle n'a pas fait l'objet d'une actualisation sur l'exercice..



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virement p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	23 184		75 583			98 767
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	23 184		75 583			98 767
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	5 822					5 822
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 942		20 002			21 944
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 764		20 002			27 766
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DES'TINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		30 948		95 585			126 533



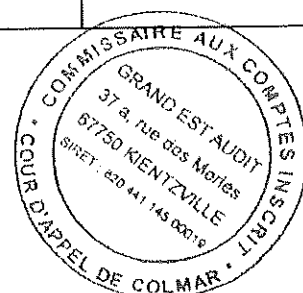
Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	173	16 173		16 346
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	173	16 173		16 346
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport		1 946		1 946
	Matériel de bureau, mobilier		4 237		4 237
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 183		6 183
TOTAL		173	22 356		22 529



Provisions

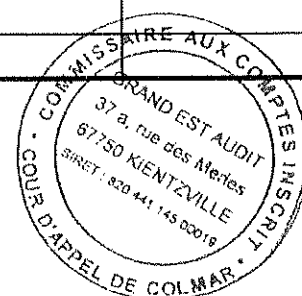
		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	23 615			23 615
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 615			23 615
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	23 615			23 615
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 774	1 774	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	277 500	277 500	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	10 682	10 682	
TOTAL DES CREANCES		289 956	289 956	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	15	15		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	38 586	38 586		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	22 730	22 730		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 226	26 226		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	27 561	27 561		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 998	13 998		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		129 115	129 115		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



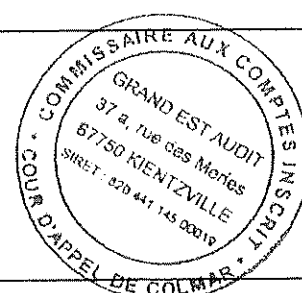
Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	319 463		20 000		339 463
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		896			896
Excédent ou déficit de l'exercice	896	(896)	113 754		113 754
Situation nette	320 359		133 754		454 114
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	107 590		161 947	22 356	247 181
Provisions réglementées					
TOTAL	427 950		295 701	22 356	701 295



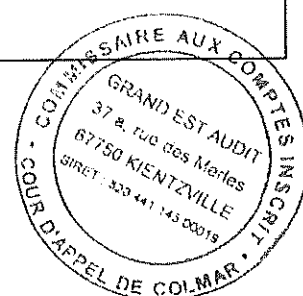
Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
APPORT PARTIEL D'ACTIF POLE	7 000					7 000	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	7 000					7 000	



Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2022	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2023
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	107 764	161 947		269 711
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	107 764	161 947		269 711
Quotes-parts virées au compte de résultat	173	22 356		22 529



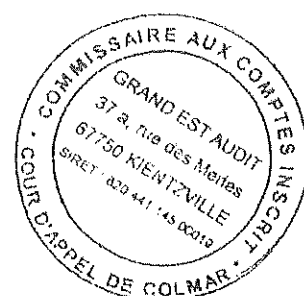
Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		277 500
Autres créances		277 500
REGION-SUB A RECEVOIR	274 500	
CNC-SUBVENTIONS A RECEVOIR	3 000	



Charges à payer

		31/12/2023
Total des Charges à payer		71 541
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>AGIOS A PAYER</i>	15	15
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FRS- FACTURE NON PARVENUE</i>	11 098	11 098
Dettes fiscales et sociales <i>PERS- CH.A PAYER-CONGES PAYES</i> <i>ORG.SOC.-CH.A PAYER-CONGES PAY</i> <i>ETAT-CH. FORMATION PROF</i> <i>Etat-AUTRES Ch. à payer-Prod.à recev.</i> <i>Etat-Ch. à payer charges fiscales sur conges payes</i>	22 730 8 146 2 791 9 927 2 838	46 431
Dettes fournisseurs d'immobilisation <i>FNP FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS</i>	13 998	13 998



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			10 682
FRAIS DE DEPLACEMENTS		808	
TICKETS RESTAURANTS		1 269	
LOCATION		3 713	
SOUS TRAITANCE INFORMATIQUE		4 485	
LE FILM FRANCAIS		407	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			10 682

